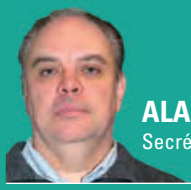
RENCONTRE avec les nouveaux élus



ALAIN DEPRET
Secrétaire de rédaction

Les élections communales constituent toujours une période passionnante pour l'Union des Villes et Communes de Wallonie. Le *Mouvement communal* s'intéresse à cette mandature qui débute et sillonne la Wallonie tout au long de l'année pour découvrir le visage des nouveaux mandataires. Des rencontres qui, pour la première fois, font également leur apparition sur notre web tv « UVCWTV » (www.youtube.com/uvcwtv). La revue mensuelle de l'Union des Villes et Communes de Wallonie met donc sous le feu des projecteurs vingt mandataires locaux et tente ainsi de dégager la tendance que prendra la politique locale en Wallonie ces six prochaines années. Voici la deuxième salve avec les interviews de Claude Eerdekens, Bourgmestre d'Andenne, André Bouchat, Bourgmestre de Marche-en-Famenne, Valérie Dejardin, Bourgmestre de Limbourg et Caroline Taquin, Bourgmestre de Courcelles.

Claude EERDEKENS,
Bourgmestre d'Andenne

« La commune est un levier fabuleux »

VILLE D'ANDENNE

Claude Eerdekens a remporté une nouvelle majorité absolue aux élections communales d'Andenne avec sa nouvelle liste, le PSD@ (Progrès, Solidarité, Développement et Avenir). À nouveau réélu, l'homme fort de la Cité des Ours se présentait cependant sous un nouveau jour puisque le PS andennais présentait cette fois une liste d'ouverture qui accueillait en son sein des membres du MR. Âgé de 70 ans, Claude Eerdekens est aujourd'hui le plus ancien bourgmestre de Wallonie, en place depuis 1972. D'abord à la tête de la commune de Seilles, il n'a cependant pris les rênes d'Andenne qu'à partir de 1977, après la fusion des communes. Une belle occasion de rencontrer l'homme et d'écouter ici une certaine « voix de la sagesse».

Monsieur le Bourgmestre, vous voici donc devenu le bourgmestre le plus ancien de Wallonie…

En effet. Mais je ne peux pas dire qu'être le plus ancien me comble de bonheur. J'ai donc commencé d'abord par être bourgmestre de la petite commune de Seilles en 1972. Et puis, à la fusion des communes en 1977, je suis devenu bourgmestre d'Andenne, en parallèle à la fusion de dix anciennes communes. Et depuis lors, à chaque élection, j'ai été réélu. Mais j'ai également été parlementaire durant 29 ans et ministre 3 ans. Cependant, je trouve que, de toutes les missions, c'est celle de bourgmestre qui est la plus belle.

Comment expliquez-vous cette longévité et la confiance que vous donnent les électeurs depuis tant d'années ?

Sur une telle période, forcément, la perception que peut avoir l'électeur n'est plus la même. Cela veut dire sans doute que je me suis adapté, comme l'a fait d'ailleurs Andenne tout au long de ces années. Si on n'évolue pas, on est très vite obsolète. Ma pensée politique et mon action ont varié au fil du temps, avec le sens de la relativité qu'on doit avoir en toutes circonstances. Finalement, votent pour moi les arrière-petits-enfants de mes premiers électeurs. Mais s'ils s'y retrouvent, c'est que je colle à eux et qu'ils ont le sentiment que je suis l'avocat des Andennais, dans le sens noble du terme. C'est parce que j'adore cette ville et sa population.

Avez-vous vu le monde politique local changer de visage ces dernières années ?

Oui. Tout d'abord, la complexification de la vie politique est un frein, il y a trop de bureaucratie. Actuellement, la Région wallonne, je lui en fais le reproche, se noie, par la voie décrétale ou des arrêtés d'application, dans des législations de détails dans lesquelles plus personne ne se retrouve. La Wallonie a pourtant tant besoin de liberté, qu'on la laisse respirer. Ce qui a fort évolué aussi, négativement, c'est le transfert de charges. Il y a trop de facilités apparentes pour le Fédéral et le Régional de charger ce que j'appelle le « baudet communal », c'est-à-dire de faire faire par plus petit que soi, et aux frais du

plus petit, ce qu'on ne sait pas faire soi-même. Par contre, ce qui est positif, me semble-t-il, c'est la plus grande intelligence de la population au travers d'une meilleure connaissance des institutions locales, de leurs droits et devoirs. La volonté de transparence est donc plus grande maintenant qu'elle ne l'était il y a trente ans. La plus grande féminisation de la vie politique est aussi extrêmement positive. Et notre collège connaît aujourd'hui la parité absolue. Enfin, la meilleure formation du personnel est aussi encourageante. Avant, il était plutôt dévoué, très attaché aux services.

Quel est votre avis sur la démocratie participative ? Comment doit-elle se décliner dans votre commune, selon vous ?

Gérer une commune dans l'intérêt du citoyen, sans être en prise avec ce que souhaite le citoyen, serait une sorte de politique-fiction. Mais il ne faut pas aller trop loin parce que si vous voulez être uniquement à l'écoute du citoyen, vous n'allez jamais dégager de solutions qui visent l'intérêt général. Dans certains cas, on s'aperçoit que les réactions citoyennes sont d'ailleurs épidermiques et égoïstes. Dans d'autres cas, elles sont parfaitement éclairées, elles apportent une approche constructive, intelligente qui peut permettre à l'élu de revoir sa position. Béatifier l'avis du citoyen en le sanctifiant comme s'il était la grâce universelle, cela n'est pas possible. Les élus n'ont pas la vérité absolue, mais les citoyens non plus, parce qu'ils ne possèdent pas nécessairement toute l'information. Donc il faut de la participation, mais il y a des limites parce qu'il faut pouvoir trancher à certains moments.

Andenne a plutôt été bonne élève à ce propos jusqu'ici… La consultation, c'est donc quelque chose qui fonctionne dans votre commune ?

Pas toujours. Il faut dire aussi que le citoyen ne réagit que quand il se sent agressé. S'il s'agit d'une réunion de participation alors qu'il n'y a pas d'enjeu apparent ou de craintes pour sa qualité de vie, ce n'est pas facile de faire sortir le citoyen de sa maison. Il est déjà tellement sollicité par tous les médias. Donc, ce n'est pas toujours simple. Mais c'est très bien quand on peut rencontrer le citoyen : on découvre des personnalités attachantes et je trouve qu'on a toujours un bénéfice à retirer du dialogue.

Quels sont les grands chantiers de cette mandature qui commence ?

Nous avions annoncé un redressement économique il y a 25 ans et les résultats sont là. En 25 ans, nous sommes passés de 5500 à 8600 emplois sur la commune. Nous avons créé 3000 postes et la volonté est de poursuivre ce travail en créant des zones d'activité. Parallèlement, le taux de chômage s'est écroulé à Andenne. Il y a dix ans, nous étions à 14 % et on devrait aujourd'hui tomber sous les 8 %. Les demandes des entreprises restent soutenues car nous sommes à mi-chemin entre Liège et Charleroi, à quinze minutes de l'aéroport de Bierset et à 30 minutes de celui de Gosselies. Cette croissance économique et l'arrivée de nouvelles entreprises impliqueront aussi à l'avenir de gros changements sur le plan démographique. La ville a d'ailleurs gagné 5000 habitants depuis la fusion des communes et cette attractivité pousse Andenne à poursuivre son urbanisation. Le deuxième objectif, c'est le logement. Il faut construire de nouveaux logements, dont une partie pour les publics précarisés.

Andenne est donc en pleine transition…

Pour moi, la transition, c'est la transformation du monde vers d'autres modes de consommation, vers d'autres modes de soins. La transition est multiforme et doit aboutir, je l'espère, à un monde où le citoyen sera plus heureux. Il faut que la vie ait un sens au niveau local face à un monde extrêmement vaste. Dans la solution locale, nous devons apporter notre propre réponse, mais sans se priver de l'ouverture sur le monde. Nous allons vivre une révolution culturelle dans une Wallonie duale, c'est certain. Nous faisons partie de cette frange de la Wallonie qui se sent un peu oubliée, malheureusement, parce que celle-ci nous paraît être confisquée par les plus grandes villes. Je crois vraiment que si la Wallonie ne met pas les Wallons des villes et des champs sur un pied d'une relative égalité de traitement, nous connaîtrons de plus en plus de phénomènes de rejet.

Avez-vous l'impression que le pouvoir local pourrait être le laboratoire de la Wallonie de demain ?

Oui, tout à fait. La commune, c'est un levier fabuleux. Mais je suis fort critique à l'égard de la Wallonie, que j'aime pourtant beaucoup. Je suis fort déçu par son fonctionnement actuel, que j'aurais espéré plus dynamique, moins bureaucratique, moins méfiant à l'égard des pouvoirs locaux. Un peu comme si on était, nous, des gens qu'il faut contrôler. Mais ne faut-il pas, finalement, mieux contrôler ceux qui nous dirigent d'en haut ? Nous sommes aujourd'hui traversés par des courants populistes qui sont dangereux. Et, finalement, il en résulte une crise des institutions démocratiques. C'est tout de même inquiétant que la population ne se retrouve plus dans ses élus, qu'elle soit à ce point critique sur le fait qu'ils puissent être rémunérés pour ce travail. À un moment donné, le monde politique doit se redéfinir : je dirais qu'il doit réapprendre la modestie, à ne pas vivre au-dessus des moyens des citoyens lambda.

Quel sera votre message de conclusion ?

Indignez-vous ! Je suis pour la révolte par les voies démocratiques et la voie judiciaire à laquelle je crois beaucoup. Les magistrats, pourtant maltraités, sont des gens d'une valeur exceptionnelle et ils font un travail fabuleux. Ils permettent de corriger énormément d'injustices à tous les points de vue, et notamment sur le plan social. Parce que les cadeaux fiscaux faits à toute une série d'entreprises qui, finalement, ne rapportent pas d'emplois, sont ressentis comme profondément injustes par nos citoyens.

André BOUCHAT,
Bourgmestre de Marche-en-Famenne
« Le questionnement citoyen est le tournant qui s'impose »

André Bouchat, bourgmestre sortant de Marche-en-Famenne, entame désormais son huitième mandat après des élections plutôt chahutées. Aujourd'hui, il est devenu le bourgmestre le plus âgé de Wallonie, fêtant cette année son 80e anniversaire. À Marche-en-Famenne, le cdH conserve la majorité absolue. La liste conduite par le ministre wallon René Collin totalise ainsi 14 sièges sur les 25 que compte le conseil communal. En termes de voix de préférence, André Bouchat confirme, lui, son statut de rouleau compresseur électoral. Pour le *Mouvement communal*, il semblait donc incontournable de rencontrer le bourgmestre marchois nouvellement réélu pour égrener avec lui toutes ces années politiques passées à la tête de la Ville. Un bourgmestre que l'on sent, malgré son grand âge, tourné vers l'avenir.

Monsieur le Bourgmestre, vous voici donc devenu le bourgmestre le plus âgé de Wallonie…

C'est vrai et j'en suis plutôt triste. Mais si je suis âgé, je ne suis pas vieux, et je refuserai de mourir vieux : je mourrai avec le cerveau jeune. J'ai ainsi décidé de me représenter aux élections jusqu'à 120 ans, pour dépasser Jeanne Calment ! J'ai peut-être des vieilles articulations, mais je fonctionne toujours en étant tourné vers l'avenir. Le passé ne m'intéresse pas du tout. Les élections se sont déroulées dans une atmosphère assez pesante, c'est vrai, mais je suis très heureux, à mon âge, d'avoir été plébiscité. Je suis très content que le corps électoral m'ait témoigné sa reconnaissance en me reconduisant, d'une manière importante, à la tête de la commune.

Comment expliquez-vous cette longévité ?

Déjà, je me couche et me lève avec ma ville en tête. Il faut favoriser la proximité et, en même temps, il faut que vous prouviez, non pas à vos électeurs, mais à tous les citoyens, indépendamment des partis politiques, que la ville se développe pour eux. Je pense que c'est le secret de ma longévité. Pour moi, la vie locale, ce n'est pas un passe-temps, c'est un idéal. Cela reste une passion et je trouve qu'à mon âge, il est bien d'encore avoir une passion.

La participation citoyenne sera-t-elle à nouveau au centre de la politique à Marche-en-Famenne ?

L'essentiel du prochain mandat sera en effet consacré à la participation citoyenne. À Marche, nous n'avons pas attendu la période électorale pour être actifs en ce domaine. Depuis deux ou trois ans, nous essayons d'allier la démocratie représentative, à laquelle je suis très attaché, et le questionnement public. Dès que le CoDT a été approuvé, nous avons été l'une des premières communes à demander de rédiger un guide de l'aménagement du territoire. Le marché public a eu lieu, nous avons confié cela au CREAT et j'ai obtenu de ceux-ci qu'il y ait un questionnement citoyen. Pour nous, l'aménagement du territoire, c'est vraiment la coupole qui chapeaute toutes les disciplines d'une ville. D'une manière conjointe, nous avons demandé à mener une étude globale sur la mobilité. Le questionnement citoyen, en collaboration et non pas en opposition avec la démocratie représentative, est donc, pour moi, le tournant qui s'impose. Il faut happer toutes les idées allant vers le progrès. C'est une diaspora d'éléments nouveaux dont les nouveaux opérateurs communaux devront tenir compte. Il nous faudra donc des spécialistes, formés pour tirer les communes vers le haut, pour prendre ce virage qui s'impose.

Le local reste-t-il, selon vous, le niveau de pouvoir qui pourra rendre aux citoyens sa confiance dans le monde politique ?

Dans les provinces très rurales comme la nôtre, les communes continuent à être asphyxiées budgétairement. On leur retire des compétences et elles sont livrées de plus en plus à elles-mêmes. De plus, nous perdons notre autonomie de gestion au profit des intercommunales ou d'autres activités. Je suis donc pour une fusion volontaire entre communes, avec, au préalable, un referendum auprès de la population. C'est le seul moyen, selon moi, de favoriser la créativité et les compétences et de tirer un ensemble de communes vers le haut. Si on ne le fait pas, nous serons chacun livré à notre sort. Ce qu'il faut faire, c'est mieux institutionnaliser la supracommunalité pour polliniser les compétences.

Vous seriez, vous-mêmes, candidats à la fusion avec la commune voisine de Rochefort…

Nous nous entendons en effet très bien avec Rochefort. Et c'est une idée que je défends depuis très longtemps. D'une commune à l'autre, ce sont les mêmes affinités, ce sont à peu près les mêmes finances, c'est la même maison du tourisme, c'est le même hôpital… Mais ce sont deux provinces différentes. Une fusion entre les deux communes

serait pourtant un laboratoire d'idées qui permettrait de créer un pôle de 30 000 habitants qui, sur l'axe de la Lotharingie, compterait. Rappelons-nous que c'est à partir d'ici que le Pays de Famenne a été créé. Mais celui-ci n'est malheureusement pas institutionnalisé. Cela reste précaire, rien n'a été légiféré à ce sujet.

Quels seront, pour vous, les dossiers importants de cette nouvelle mandature ?

Pour l'avenir de Marche, nous allons notamment continuer à créer de l'emploi, car nous sommes dans le top 3 de l'emploi en Wallonie. Pour 17 500 habitants, il s'agit de 14 000 emplois et nous n'avons pas la proximité de Bruxelles, ni celle du Grand-Duché. Ce n'est donc pas si mal que cela. Au soir du 14 octobre 2018, une large majorité, forte de dix-huit personnes, a été installée pour poursuivre le travail entamé et surtout initier de nouvelles politiques répondant aux besoins de la population. Une déclaration de politique générale a ainsi été rédigée à l'horizon 2024.

Que consacre cette déclaration de politique ?

Elle traduit l'ambition de l'équipe pour sa commune : création de nouvelles activités, maintien d'un cadre de vie de qualité, renforcement des solidarités, soutien à la vie associative. C'est ce qui constituera la colonne vertébrale de notre action. Continuité donc, mais aussi volonté d'amener un nouveau souffle par la création d'un échevinat de la transition écologique et numérique qui doit bousculer nos modes de fonctionnement et nous inciter à systématiquement prendre la mesure de l'impact écologique de chacune de nos décisions.

C'est un pari risqué, selon vous ?

À l'heure où notre modèle sociétal traverse des turbulences, où la pauvreté et la précarité progressent encore, où nous prenons pleinement mesure de l'importance du défi climatique, alors que les finances communales sont malmenées, notre commune prend en effet un pari : celui de miser sur l'avenir et sur l'innovation, sur la solidarité, la convivialité et l'hospitalité. Nous voulons être ambitieux, mais en poursuivant une gestion rigoureuse des finances et en prenant l'engagement de ne pas modifier la fiscalité.

Un dernier mot de conclusion ?

Marche-en-Famenne pointe souvent au firmament des classements en tous genres. Le projet de SDT wallon qualifie notre commune de pôle rayonnant. Ce statut, nous entendons le défendre et en amplifier les effets sur le territoire marchois, et au-delà. Notre commune continuera à jouer un rôle moteur au niveau de son bassin de vie, tout en contribuant aux travaux de diverses instances supracommunales. Nous soutiendrons donc toujours la création de partenariats avec nos voisins.

NATURA LOCI
SEMENCES
POUR VILLES ET COMMUNES :
squares, ronds-points, talus, cimetières…
Semez le paysage de demain
info@naturaloci.be 0488/25.05.35 www.naturaloci.be

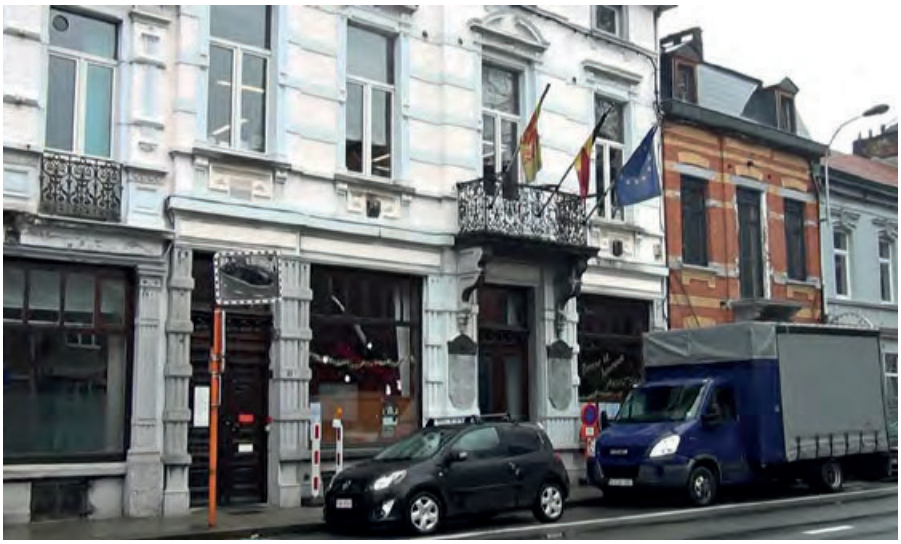
Valérie DEJARDIN, Bourgmestre de Limbourg

« La rencontre directe avec le citoyen doit continuer à exister »

Dans la commune de Limbourg, en province de Liège, le groupe de la bourgmestre socialiste sortante Valérie Dejardin, nommé « La Limbourgeoise », a remporté la majorité absolue, un carton avec 11 sièges sur 17. La bourgmestre obtient aussi l'un des plus hauts taux de pénétration au sein de l'arrondissement, supérieur à 37 %. En 2012, lors des élections communales, Valérie Dejardin avait d'ailleurs provoqué la surprise en ravissant le mayorat à celui qu'elle considère comme son mentor. Un moment empreint d'émotion, mais aussi d'histoire puisqu'elle est alors devenue la première femme bourgmestre de l'arrondissement. Lors de ces récentes élections, à 36 ans, elle prônait l'ouverture, avec la volonté claire d'être au plus proche du citoyen qui, lui, semble l'avoir entendue.

Madame la Bourgmestre, ce deuxième mandat semble être une surprise pour vous…

Oui, j'ai d'ailleurs hésité à me représenter. Mais ce qui m'a poussée à le faire, c'est de poursuivre le travail qui avait été commencé entre 2012 et 2018. J'ai eu cette chance de pouvoir lancer de gros chantiers sur ma commune à la fin de mon premier mandat. Ils étaient attendus depuis des années par les habitants et j'avais vraiment envie de les voir se concrétiser, mais aussi d'aller encore plus loin, de faire encore mieux et de développer de nouvelles compétences comme les nouvelles technologies, le développement durable et la transition énergétique. En 2019, je pense que ce sont des sujets incontournables, essentiels dans la vie de tout un chacun.



Vous consacrez-vous désormais uniquement à votre carrière politique ?

En 2012, quand j'ai été élue bourgmestre, c'était une vraie surprise. J'étais deuxième de liste et je pensais rester échevine. J'étais directrice d'un musée à l'époque et j'ai donc arrêté de travailler pour me consacrer totalement au mayorat qui, à l'époque, me demandait une grande concentration. En 2014, j'ai cependant eu la chance de pouvoir commencer à travailler dans un cabinet ministériel et, l'année passée, mon temps de travail y a augmenté. J'ai également la chance, depuis un petit mois, d'être députée à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Des journées bien remplies, donc…

Je travaille énormément. J'ai des compétences communales, dont l'enseignement et la culture, que j'ai gérées en tant qu'échevine et bourgmestre. Il y a aussi la jeunesse qui est extrêmement importante pour moi. C'est d'ailleurs cette matière qui occupe mon temps de travail au cabinet : l'enseignement supérieur et les médias. Cette expérience de terrain au Parlement est donc très appréciable. Tout ce travail me permettra, même si je suis bien consciente que je ne mènerai pas de grandes révolutions en un mandat, d'apporter mon expérience au niveau local. Depuis un mois, les demandes et propositions d'enseignants limbourgeois, de personnes qui travaillent dans le milieu de l'aide à la jeunesse et de la petite enfance, ne cessent d'affluer. Je pense que c'est justement le rôle d'un mandataire local qui a la chance de pouvoir siéger ailleurs : faire remonter ces demandes de terrain vers les autres instances.

Comment avez-vous vécu ces récentes élections ?

C'était quitte ou double et notre pari a donc été de créer une liste d'ouverture. On est allé chercher des citoyens qui n'avaient jamais fait de politique et qui

ne sont toujours pas apparentés à un parti. Dans mon collège, j'ai d'ailleurs trois échevins apolitiques et un élu non apparenté dans le conseil communal. Je n'ai donc pas spécialement bien vécu cette période électorale car être sur un siège éjectable n'est pas très agréable. Aujourd'hui, je suis plus sereine, notamment en ce qui concerne le travail qui reste à accomplir. Les finances sont compliquées, les défis sont grands et les citoyens ont des attentes importantes, mais je peux compter sur une équipe solidaire. Ce sont des personnes motivées, passionnées et qui prennent du temps pour s'occuper de Limbourg et de ses citoyens.

Une liste PS et citoyenne, donc. Mais vous, vous êtes membre du PS…

En effet, mais je suis citoyenne avant tout. Ce n'est pas parce qu'on appartient à un parti qu'on ne peut pas être citoyen. On l'est tout autant. Nous avons travaillé pendant neuf mois ensemble à présenter le projet attendu par la population. Je pense que cela a aussi porté ses fruits. Et le fait de rester proche de la population, mais en même temps d'avoir un bilan positif pendant six ans, a été bénéfique. Nous travaillons calmement, dans une belle ambiance et on continue à rester proches des habitants, ce qui est vraiment important. La gestion politique est compliquée, elle est contraignante à cause d'une législation qui devient de plus en plus complexe. Mais les habitants peuvent comprendre cela et la communication permet de clarifier beaucoup de choses.

C'était donc essentiel, pour vous, de dépasser les clivages politiques…

Je crois que lorsqu'on rencontre, en rue, des personnes qui ont envie de s'investir, on ne peut pas les laisser sur le bord du chemin. Il faut travailler avec toutes les forces disponibles. Tout le monde a des choses à proposer et des compétences à valoriser. Au départ, les élus sont, ici à Limbourg, des citoyens qui veulent s'investir pour la société. Je pense qu'il ne faut pas l'oublier : nous sommes des citoyens comme les autres. Nous avons décidé un jour d'être candidat uniquement pour essayer d'améliorer le quotidien. Nos décisions ne font pas toujours l'unanimité, c'est sûr, mais nous essayons qu'elles soient les plus objectives possible. Et, demain, je redeviendrai une simple citoyenne, j'en suis bien consciente.

Où en êtes-vous en matière de démocratie participative ?

Nous avons déjà fait pas mal de choses et nous avons de nombreuses commissions. Auparavant, nous allions seulement à la rencontre du citoyen lorsqu'il y avait déjà une proposition de projet. Nous allons donc modifier notre façon de faire. Quand on a le budget et l'auteur du projet, on va aller à la rencontre du citoyen pour lui demander ce qu'il souhaite. Le projet sera ensuite à nouveau soumis aux citoyens lorsque nous aurons choisi les meilleures options légales. Avant les élections, nous tenions, à chaque fois, deux ou trois rencontres citoyennes pour des demandes particulières. Il faut donc que nous continuions dans ce sens. Les nouvelles technologies, le virtuel c'est très bien, mais je pense que la rencontre directe doit continuer à exister.

Avez-vous l'impression que le local est un bon laboratoire politique, un exemple pour les autres niveaux de pouvoir ?

Je pense que c'est surtout là que les décisions qu'on prend touchent directement le citoyen. Et c'est tout de suite visible. Je pense que le citoyen ne comprend plus ce que les autres niveaux de pouvoir décident, alors que c'est extrêmement important. On prend une décision à la Région ou au Fédéral, et puis, sans explication aucune, cela a un impact sur les communes, sur la façon dont on fonctionne et donc aussi sur la vie des gens. Je pense dès lors que le politique doit revenir vers la base avec plus de communication, c'est le seul moyen de réconcilier le Belge avec la politique.

Quel serait votre mot de conclusion ?

Les conditions financières et socio-économiques des communes ne sont pas au beau fixe. On a donc tout intérêt à travailler tous ensemble au sein d'une commune, mais aussi de façon supra-communale, pour élaborer des projets qui permettront d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Il n'est aujourd'hui plus possible, au niveau local, que chacun mène sa politique dans son coin. Il faut donc tous travailler ensemble, quel que soit le parti politique, quelle que soit la couleur de peau, quel que soit le sexe, pour assurer un meilleur avenir aux habitants.

La SPGE,
un organisme d'utilité publique pour l'assainissement des eaux usées et la protection de nos ressources en eau

LA SPGE AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT
Pour assurer la qualité de nos ressources en eau, la SPGE finance l'assainissement public des eaux usées (stations d'épuration, collecteurs et égouts) ainsi que la protection de nos ressources en eau. Elle cofinance également les travaux d'égouttage prioritaire.

www.spge.be - info@spge.be

SPGE
Société Publique de Gestion de l'Eau

Caroline TAQUIN, Bourgmestre de Courcelles

« Être bourgmestre, c'est être actif en permanence et s'investir à fond pour les gens »

Pour Caroline Taquin, bourgmestre sortante de la commune hennuyère de Courcelles, il s'agit d'un deuxième mandat. Elle est ainsi la gagnante incontestable de ce scrutin communal dans sa commune, sa liste du bourgmestre décrochant 18 élus sur 31. Elle s'empare du même coup de la majorité absolue. En 2012, le MR, son parti, n'avait pourtant obtenu que onze sièges, mais avait pu compter sur l'appui du cdH et d'Écolo pour constituer une majorité qui avait d'ailleurs mis fin à soixante ans d'hégémonie socialiste. Caroline Taquin est aujourd'hui la première femme de Wallonie en termes de voix de préférence. Dans son interview, elle nous parle principalement de contact direct avec le citoyen. Pour elle, nul doute que le job du bourgmestre, c'est d'être à l'écoute des Courcellois 20h sur 24.

Madame la Bourgmestre, pouvez-vous retracer, pour les lecteurs qui ne vous connaissent pas encore, votre parcours politique ?

J'ai commencé mon implication politique fin 2005. J'ai été candidate pour la première fois aux élections communales et provinciales de 2006. J'ai été conseillère communale pendant six ans et conseillère provinciale durant deux années. Je me suis représentée aux élections communales de 2012 et à l'issue de celles-ci, j'ai été élue bourgmestre dans une coalition MR-cdH-Écolo. Aux dernières élections de 2018, j'ai eu la chance d'être soutenue par beaucoup de citoyens, ce qui est encourageant. Me voilà donc repartie pour six ans et, j'espère, plus encore.

Êtes-vous bourgmestre à temps plein ?

Oui. J'étais institutrice primaire auparavant. Être institutrice, c'est une vocation, mais être bourgmestre aussi. Il a fallu faire un choix. Je suis nommée dans l'enseignement, et j'ai donc pu facilement exercer mon mandat de bourgmestre à temps plein, heureusement. Mais cela aurait peut-être pu poser un problème d'être bourgmestre de sa commune et d'enseigner dans une école ailleurs ou dans un réseau particulier. Cela aurait été mal compris par certains enseignants ou par certains parents, ce qui est logique. En tant que bourgmestre, je tiens d'ailleurs à travailler pour toutes les écoles, quel que soit leur réseau d'enseignement. Et je tiens également à être disponible le plus possible pour les habitants.

Pourquoi les citoyens ont-ils continué à vous faire confiance, selon vous ?

Je crois que la confiance manifestée par les citoyens est due à l'implication du collège pendant ces six dernières années. Je pourrais même dire ces douze dernières années. Je tiens vraiment à être présente un maximum dans tout ce qui se fait de bien dans ma commune, mais je suis présente aussi dans les moments les plus difficiles. Quand mes citoyens vivent un événement douloureux, j'apporte mon soutien, tout en restant bien entendu à ma place, et je les accompagne. Ma priorité, c'est vraiment cela, c'est être au contact des Courcellois tout le temps. Être bourgmestre, c'est être actif en permanence. Il n'y a donc pas de moments de repos, pas de week-end, pas de dimanche. C'est vraiment s'investir à fond pour les gens.

Vous êtes donc disponible en tout temps…

L'action d'un bourgmestre pour sa commune est quotidienne. Les gens attendent principalement que l'on soit là pour les écouter, pour des problématiques qu'ils rencontrent. Ce sont donc des choses qui paraissent futiles, mais qui sont vraiment de grande importance pour eux et le bien vivre au quotidien. Ce dont les citoyens ont le plus besoin, c'est d'un logement décent, d'un emploi et de sécurité. Sans ces trois pôles, il est difficile de se sentir libre, de pouvoir s'investir et d'être maître de son destin. Dans les mois qui viennent, les priorités seront donc la réfection de voiries et des trottoirs, l'entretien environnemental et la sécurité de nos bâtiments. Il faudra aussi revitaliser le centre de Courcelles et réouvrir notre piscine.

Quels sont vos moyens de communication privilégiés avec les habitants ?

À l'heure actuelle, c'est riche de tous les moyens de communication dont on dispose. Il y a la présence sur le terrain, qui est finalement la meilleure source d'information, mais aussi les nouvelles technologies, les réseaux sociaux, les mails… Il faut garder le contact, et pour cela il faut le faire non pas 24 heures sur 24, mais certainement 20 sur 24. En parallèle, nous tenons des commissions consultatives dans lesquelles les citoyens sont représentés. Mais l'un ne va pas sans l'autre et l'un ne se suffit pas à lui seul. Il est important de quitter son bureau et d'avoir un contact direct avec les citoyens. Et pour que cela se fasse, les Courcellois doivent savoir qu'on est disponible.

Ces dernières années, on a vécu un désamour des électeurs pour la chose publique. Est-ce le cas aussi à Courcelles ?
Non, pas vraiment. Le résultat des élections a été fort parlant à ce propos. À Courcelles, je ressens que les citoyens ont besoin d'être en confiance et d'avoir des réponses à leurs questions, si petites soient-elles. Je pense que les citoyens d'aujourd'hui n'attendent plus de grandes promesses, ni des paroles vaines. Ils ont besoin d'obtenir des actes concrets. Et ces actes concrets, on peut les donner au jour le jour.

C'est sans doute le niveau local qui permet cette réalité…
Oui, cela reste le niveau de pouvoir le plus proche du citoyen. C'est très palpable à Courcelles. Cette action locale est incontournable car elle permet de côtoyer les gens. On peut faire connaître leurs besoins aux autres niveaux de pouvoir qui sont parfois, par la force des choses, en décalage. Aujourd'hui, nous allons avoir des élus régionaux qui n'auront plus de lien direct avec le citoyen et qui ne connaîtront donc pas les réalités locales. Et ce sera pire encore au Fédéral. Heureusement, les municipalistes et les députés font leur travail avec cœur et conviction. Ils donnent du temps et le font de manière efficace pour le citoyen.

Courcelles fait partie de l'arrondissement de Charleroi. Ce n'est sans doute pas facile de trouver sa place face à une ville d'une telle ampleur…
Je pense que Courcelles comptera enfin, à l'avenir, dans cet arrondissement. Courcelles aura sa place dans le « Charleroi Métropole » et il est clair que nous devons créer des liens plus forts avec cette ville. Courcelles se trouve tout près de l'aéroport de Charleroi : on y est plus vite à partir du centre de Courcelles que du centre de Charleroi. Et une grande partie de nos enfants est scolarisée sur le territoire de Charleroi. Il y a dès lors des synergies qui doivent être mises en place.

Quel sera votre message de conclusion ?
On ne réussit jamais rien tout seul. Aucune commune ne peut donc fonctionner correctement sans son administration. La bonne recette est de travailler main dans la main. C'est le cas ici à Courcelles : la relation entre la bourgmestre et la directrice générale est fusionnelle. Et, pour le monde politique, il est extrêmement important de pouvoir s'appuyer sur une administration qui est compétente et efficace. En même temps, pour l'administration, il est bon de travailler avec des politiques innovantes et originales pour continuer à faire évoluer la commune en phase avec les citoyens.

In Memoriam – Stéphanie Reghem

Dans ce deuxième volet du dossier consacré aux nouveaux élus, était prévue l'interview de la nouvelle échevine de la culture et de l'enseignement de Châtelet, Stéphanie Reghem. Bien que l'interview ait été réalisée fin décembre, à temps pour être publiée dans ce numéro, le sort en a décidé autrement quelques jours plus tard.

Ainsi, le 11 janvier dernier, la nouvelle échevine est décédée, foudroyée par une septicémie fulgurante. Cette maman de deux enfants, âgée de 41 ans, enseignante en communication à la Haute école Condorcet, avait fait grande sensation au lendemain du scrutin d'octobre dernier. Tout le monde était unanime quant à ses compétences et à sa motivation.

Ses collègues de parti voyaient en elle une personne de grande valeur, capable d'insuffler une réelle dynamique. Politiquement, tous s'accordaient ainsi à dire qu'une telle mentalité pouvait être le déclencheur d'un futur renouveau. Ses collègues enseignants, de même que ses élèves, n'ont pas eu de mots pour décrire leur tristesse et leur profonde peine. Même si elle n'était échevine que depuis peu, tous ont le sentiment d'avoir perdu une amie proche.

Le *Mouvement communal* présente ses plus sincères condoléances à sa famille.

LE MOIS PROCHAIN DANS CE DOSSIER :
Comines-Warneton, Vresse-sur-Semois, Ottignies - Louvain-la-Neuve et Floreffe.

Le lecteur trouvera plusieurs reportages à ce sujet sur UVCW TV, la web TV de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (www.youtube.com/uvcwtv).